

Que sont nos volontaires devenus ?

La secrétaire générale du Lycée Nature de La Roche-sur-Yon a réuni à Abidjan, à la faveur d'une mobilité en Côte d'Ivoire avec le directeur-adjoint de l'établissement, tous les services civiques ivoiriens dont elle a été la tutrice entre 2018 et 2024.

Non, le vent ne les a pas trop clairsemés, nous les avons retrouvés sans difficulté lors de notre mission en Côte d'Ivoire de novembre 2024. Ce fut l'occasion de faire un point sur les suites de leur volontariat en France, au Lycée Nature de la Roche-sur-Yon.

Depuis 2018, nous avons eu le plaisir de recevoir 9 jeunes en service civique, dont 8 Ivoiriens, tous issus de l'INFPA (Institut national de formation professionnelle agricole), partenaire historique de la DGER, avec l'appui du réseau Afrique de l'Ouest Afrique centrale de l'enseignement agricole et en étroite collaboration avec France Volontaires.

Une belle famille, qui continue de grandir, avec de nouveaux accueils en 2025, mais pas que...

Ces amis-là, le vent peut bien souffler devant notre porte, il ne les ôtera pas ! On reste en contact et quand on arrive là-bas, on a le bonheur et la fierté de les voir venir à notre rencontre.

Nous leur avons demandé de nous raconter où en est leur projet professionnel et si leur expérience française a influencé la suite de leur parcours.

Léa Gnini COULIBALY, agente ministérielle et technicienne au port d'Abidjan



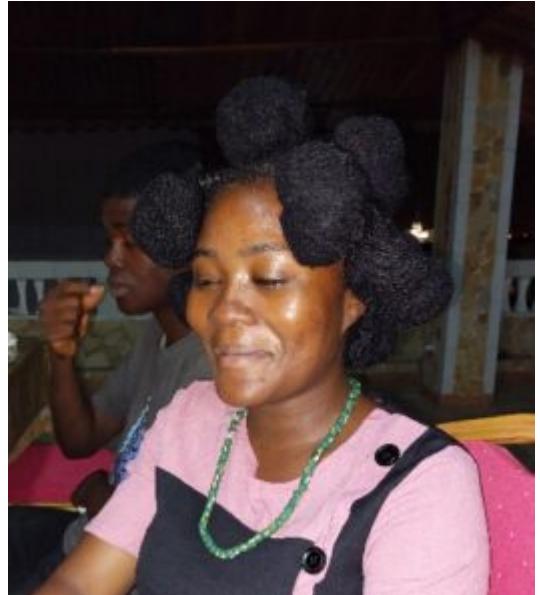
En mission de 7 mois au Lycée Nature en 2018-2019, dès la naissance du partenariat entre notre établissement de La Roche-sur-Yon et le CAPP de Bingerville (l'un des dix établissements de l'INFPA), Léa a été notre première volontaire, missionnée sur un travail de mise au point d'une méthode de calcul des prix de revient en maraîchage biologique, associée à la promotion de la mobilité internationale et la culture ivoirienne.

Depuis, elle a été recrutée en qualité de technicienne par le Ministère de l'agriculture et des ressources halieutiques de Côte d'Ivoire et est actuellement affectée au port d'Abidjan. Si le mérite de la réussite au concours lui revient, elle estime que son expérience à La Roche-sur-Yon lui a apporté la maturité et la confiance en elle qui lui faisaient défaut avant sa venue. Les apports techniques en maraîchage biologique ne sont pas perdus puisqu'avec son époux elle projette d'exploiter une petite surface, afin de dégager un complément de revenu.

Enfin elle nous a fait l'honneur de nous présenter sa fille de 18 mois, Eliorah.

Krystelle SERI s'est lancé dans l'héliciculture

En Vendée en 2019-2020, l'année de l'épidémie de COVID-19, Krystelle a joué les prolongations en restant 10 mois au Lycée Nature sur une mission d'évaluation de notre capacité à obtenir le label HVE (Haute valeur environnementale), avec toujours la promotion de la mobilité internationale et l'échange culturel.



Krystelle a lancé une activité d'héliciculture (élevage des escargots comestibles) qui, après 2 années d'efforts, commence à devenir rentable. Elle y associe des offres de formation dans cette spécialité.

Elle considère que sa venue en France a fortement développé sa culture générale, sa confiance en elle et son esprit d'entreprise. Cela l'a aussi aidée dans le domaine relationnel, essentiel pour la commercialisation de la production.

Krystelle vient de mettre au monde un petit Noah. Allez !! On le prend dans la famille.

Rebecca BLEU, employée en nutrition animale et Yannick AKA, informaticien en entreprise de production de cacao

Premier binôme de volontaires ivoiriens au Lycée Nature, Rebecca et Yannick sont arrivés après la crise COVID en 2021-2022.

Rebecca a travaillé sur l'alimentation des ovins viande, dans le cadre d'une expérimentation conduite avec le groupement des éleveurs ovins de Vendée en plus de la mission culturelle auprès des élèves et étudiants.

Actuellement, elle est employée par une entreprise de nutrition animale. Son service civique a donc joué un rôle sensible dans son recrutement... Elle dit aussi avoir évolué dans sa conception des relations entre les femmes et les hommes...

Yannick, qui avait découvert au Lycée Nature les plantes de service et participé à une expérimentation sur ce thème avec la Chambre d'Agriculture, a poursuivi, depuis son départ, des formations en informatique. Il a plus récemment obtenu un poste dans une entreprise agricole produisant du cacao.

Mimi Gnan KEITA, agricultrice maraîchère et primée entrepreneuse et Franck DOVONOU, futur ingénieur et entrepreneur !

Les volontaires de l'année 2022-2024 ont bénéficié d'une période de forte activité entre l'INFPA et le Lycée Nature : des mobilités entrantes et sortantes de personnels et d'apprenants et l'envoi d'un binôme de jeunes français en service civique auprès de l'INFPA. Cette dynamique a favorisé les échanges avec les apprenants et l'équipe éducative.





Franck a travaillé sur la mise en œuvre d'un système de vente en ligne, de type « drive », pour les produits de l'exploitation. Cela lui a donné du goût pour la valorisation des produits locaux, il poursuit actuellement des études d'ingénieur dans la transformation agro-alimentaire, avec pour objectif la création d'une entreprise de transformation. Nous avons toute confiance dans la concrétisation effective de ce projet.

Mimi a poursuivi le suivi de l'expérimentation engagé l'année précédente par Yannick sur les plantes de service. Elle a connu pendant cette année de volontariat une vraie métamorphose, du point de vue de l'aisance relationnelle et de la confiance en soi. Les interventions auprès des élèves et apprentis et la participation aux différentes formations (dont celles du RED, réseau de l'ECSI de l'enseignement agricole), lui ont permis de sortir de sa coquille.



À son retour en Côte d'Ivoire, elle s'est installée en maraîchage sur une parcelle d'un hectare, en bénéficiant d'une aide de l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration), associée à l'engagement en service civique, et a récemment réalisé ses premières ventes. Sa réussite lui a valu un prix du jeune entrepreneur décerné par l'OFII.

Ange-Cyril SERI, conseiller auprès de la Présidence de la République ivoirienne et Junior Idrissa DIARRA,

maraîcher et projette une activité de transformation

Le binôme 2023-2024 était constitué de deux garçons, qui ont partagé leur culture et leurs engagements avec les apprenants du Lycée Nature.



Très engagé dans le domaine associatif en Côte d'Ivoire, Ange a poursuivi le développement de la vente en *drive*, pour les produits de l'exploitation. La



mission effectuée en France a sans doute joué en sa faveur pour son recrutement en qualité de conseiller auprès de la Présidence de la République ivoirienne, depuis l'automne 2024. Il continue en outre son activité au sein de l'association EDA Africa et rêve de fonder une nouvelle association regroupant l'ensemble des jeunes ivoiriens ayant effectué un volontariat en France, afin de guider les prochains avant le départ et au retour, dans leur recherche d'opportunités.

Idrissa a suivi chez nous la culture des pommes de terre, jusqu'à leur commercialisation. À son retour, il s'est installé en maraîchage et produit du manioc. Il s'est engagé dans un projet de transformation en attiéqué (semoule de pulpe de manioc fermentée), pour lequel il a déposé un dossier auprès de l'Institut de l'engagement, afin d'obtenir un appui. Nous lui souhaitons tout le succès possible pour cette entreprise.

Il est facile de décrire le devenir de nos anciens volontaires, il est presque impossible de résumer en quelques mots toute la richesse et la chaleur humaine qu'ils nous ont apportées.

Le dispositif du volontariat en service civique a été pour chacun d'eux une réelle opportunité dont ils ont tous su

s'emparer. Leur réussite nous emplit de fierté.
Le vent les porte dans la bonne direction, qu'il continue à les pousser et qu'il nous les ramène de temps en temps.

Article proposé par Nadine Zorzi, secrétaire générale du Lycée Nature à La Roche-sur-Yon, nadine.zorzi@educagri.fr

Contact : Vanessa Forsans et William Gex, animateurs du réseau Afrique de l'Ouest Afrique centrale de l'enseignement agricole, vanessa.forsans@educagri.fr et william.gex@educagri.fr

Rachid Benlafquih, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ECSI/expertise à l'international au BRECI/DGER, rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr

Ensemble, cultivons l'entreprenariat !

Les centres de formation agricole des pays de la zone Afrique Australe – Océan Indien, comme dans tous les pays d'Afrique Subsaharienne, se mobilisent pour que les jeunes et les adultes réussissent leur entreprenariat à la sortie de leur parcours de formation.

C'est pour cette raison que les 90 établissements, membres du réseau de coopération régionale REAP AAOI – Réseau des Établissements agricoles Professionnels d'Afrique Australe et les îles du sud ouest de L'Océan Indien – ont choisi de se retrouver lors de leur 5eme conférence internationale qui

s'est tenue du 8 au 12 septembre 2024 à Ampefy Madagascar autour du thème : « L'enseignement agricole, l'articulation nécessaire entre la recherche appliquée, l'innovation, la formation et l'entreprenariat ».



Sur 4 jours, les membres du réseau REAP AAOI ont suivi des interventions sur des retours d'expériences qui leurs ont permis de partager leurs expertises et découvrir les outils et dispositifs favorisant la réussite de l'entreprenariat des jeunes mais aussi des adultes en formation agricole dans leurs centres.

Le président du réseau FAR Madagascar a rappelé les 3 étapes nécessaires pour réussir son projet entrepreneurial en agriculture : la pré-installation, l'incubation et l'accélérateur d'entreprise.



Les participants ont appréhendé les différents dispositifs d'accompagnement des apprenants existants au sein du réseau REAP AA0I permettant la réussite des projets entrepreneurial à la sortie du parcours de formation.

L'EFTA de Toamasina a en particulier présenté son incubateur. Il a été possible pour ceux venus au Salon de L'Agriculture, qui se tenait sur Tananarive, de rencontrer les jeunes entrepreneurs issus de cet incubateur.





Les dispositifs pour aider les paysans et entrepreneurs installés à consolider leur projets, en intégrant les innovations, ont également été présentés comme les réseaux de transfert, les parcelles pilotes et les journées de vulgarisation organisées par les centres de formation agricole.



L
e
s
p
a
r
t
i
c
i
p
a
n
t
s
o
n
t
a
ussi pris part activement à plusieurs ateliers thématiques. Des visites de terrains ont permis de mesurer *in situ* les

problématiques associés aux projets entrepreneuriales sur Madagascar et comprendre les facteurs de réussite ainsi que les freins.

La conférence a permis également d'accueillir 3 nouveaux membres : [Terre d'agroécologie](#) de Maurice (ex Académie du Vélo Vert), [Ecole du Monde Campus de Besely](#) à Madagascar et le lycée agricole St Gabriel de l'Ile Rodrigues.

La conférence a donné lieu, suite aux conclusions d'un *world café*, à l'établissement d'un programme de formation pluriannuel des directeurs de centres REAP AAOI et de leurs formateurs techniques. Ce programme sera mise en œuvre par les établissements français de Mayotte et de la Réunion qui solliciterons les fonds européens des programmes INTERREG VI de La Région Réunion et du Département de Mayotte.

Cette conférence a été encore le lieu de nombreux échanges informelles qui permettent de tisser des liens entre les chefs d'établissements du REAP AAOI mais aussi avec leurs partenaires.

Le Bureau des Relations Européennes et de la Coopération Internationale de la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (Ministère de l' Agriculture de la Souveraineté Alimentaire et de la Forêt Français) était présent et représenté par le chargé de mission Afrique Subsaharienne et deux animatrices des réseaux : le réseau CEFAGRI et le réseau géographique AAOI. Ces dernières ont permis d'envisager des synergies pour la mise en œuvre des programmes de coopération du réseau REAP AAOI, en associant si besoin les établissements agricoles des autres régions françaises.

Retrouver les moments clefs de cet évènement sur le site de FORMATERRA.

*Internationale FORMA'TERRA SAINT PAUL REUNION,
didier.ramay@educagri.fr*

Contact : Agnès ESTAGER, Animatrice du réseau Afrique Australe /Océan Indien – AAOI, agnes.estager@educagri.fr

*Rachid Benlafquih, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ECSI/expertise à l'international au BRECI/DGER,
rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr*

WATEA Nigéria : un tour d'horizon

6 établissements partenaires ont été visités dans six États Nigérians, dans le cadre du programme WATEA : Les femmes dans l'enseignement technique agricole et l'apprentissage au Nigeria.



Il
s'
ag
it
de
la
pr
em
iè
re
mi
ss
io
n

au
Ni
ge
ri
a
de
de
ux
re
pr
és
en
ta
nt
s
de
la
Di
re
ct
io
n
Gé
né
ra
le
de
l'
En
se
ig
ne
me
nt
et
de
la

Re
ch
er
ch
e
(D
GE
R)
du
Mi
ni
st
èr
e
fr
an
ça
is
de
l '
Ag
ri
cu
lt
ur
e
et
de
la
So
uv
er
ai
ne
té
Al
im

en
ta
ir
e
(M
AS
A)

,

da
ns
le
ca
dr
e
du
pr
oj
et
FE

F
20
23
- 2
02
5

«
Le
s
fe
mm
es
da
ns
l'
en
se
ig

ne
me
nt
te
ch
ni
qu
e
ag
ri
co
le
et
l'
ap
pr
en
ti
ss
ag
e
au
Ni
ge
ri
a
».
El
le
fa
it
su
it
e
à
la
vi

site de 12 re sp on sa bl es de l' en se ig ne me nt te ch ni qu e et pé da go gi qu e ni gé ri an · e s à

Pa
ri
s
et
en
Sa
in
to
ng
e
en
dé
ce
mb
re
20
23

.

Accompagnés par la Conseillère aux Affaires Agricoles Sonia Darracq basée à Abuja et des coordinateurs et collaboratrices de l'IITA (Institut International d'Agriculture Tropicale), le chargé de mission Afrique subsaharienne de la DGER, Rachid Benlafquih et l'animateur du réseau Nigéria, William Gex ont visité 6 centres de formations nigérians du 28 juin au 14 juillet 2024.

Le
s
ob
je
ct
if
s
pr
in
ci



pa
ux
de
la
mi
ss
io
n
ét
ai
en
t
d'
év
al
ue
r
le
s
in
st
al
la
ti
on
s,
la
go
uv
er
na
nc
e
et
le
s
re

la
ti
on
s
de
s
in
st
it
ut
io
ns
av
ec
le
se
ct
eu
r
pr
iv
é,
de
fo
ur
ni
r
de
s
in
fo
rm
at
io
ns
su
r

l'
ap
pr
oc
he
pa
r
co
mp
ét
en
ce
s
et
le
sy
st
èm
e
d'
ap
pr
en
ti
ss
ag
e,
d'
as
su
re
r
la
pé
re
nn
it

é
du
pr
oj
et
au
-
de
là
du
fi
na
nc
em
en
t
fr
an
ça
is
pa
r
de
s
ef
fo
rt
s
re
nf
or
cé
s
d'
in
fo
rm

at
io
n
et
de
se
ns
ib
il
is
at
io
n
au
pr
ès
de
s
au
to
ri
té
s
et
en
fi
n
de
di
sc
ut
er
de
la
po
ur
su

it
e
de
la
co
op
ér
at
io
n
et
du
pa
rt
en
ar
ia
t
av
ec
le
s
ca
mp
us
ag
ri
co
le
s
fr
an
ça
is
no
ta
mm

en
t
pa
r
la
mi
se
en
pl
ac
e
d'
un
pr
og
ra
mm
e
pi
lo
te
de
mo
bi
li
té
s
d'
ét
ud
ia
nt
· e
s
av
ec
la

Fr
an
ce



Pour rappel le projet WATEA – Woman in Agricultural Technical Education and Apprenticeship (Femme dans l'enseignement technique agricole et l'apprentissage 2023-2025), financé par le MEAE (Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères) et mis en œuvre par l'IITA (International Institute of Tropical Agriculture) vise à renforcer les relations opérationnelles entre les établissements d'enseignement technique agricole et les entreprises agro-industrielles, développer et formaliser le statut d'apprenti·e en particulier pour les jeunes filles et enfin accroître le partenariat pédagogique entre l'enseignement technique agricole français et ses homologues nigérians. Ainsi dans 6 états parmi les 36 fédérés, à raison de 500 filles par établissement, ce seront plus de 3000 jeunes femmes qui seront formées dans les institutions partenaires.

Vers un enseignement technique agricole plus attractif



Au
Ni
gé
ri
a,
le
s
pr
og
ra
mm
es
d'
en
se
ig
ne
me
nt
te
ch
ni
qu
e
so
nt
ré
gl
em
en
té
s
pa
r
le

Nationaal Board voor Technische Education (NBTE) fédéral sus l' égide du ministère

e
f é
d é
r a
l
d e
l '
É d
u c
a t
i o
n
:
c e
l a
s '
a p
p l
i q
u e
a u
x
c i
n q
c o
l l
è g
e s
t e
c h
n i
q u
e s
v i
s i
t é
s .

L'
In
st
it
ut
de
fo
rm
at
io
n
à
la
ge
st
io
n
ag
ri
co
le
et
ru
ra
le
(A
RM
TI
)
de
Kw
ar
a,
or
ga
ni
sm

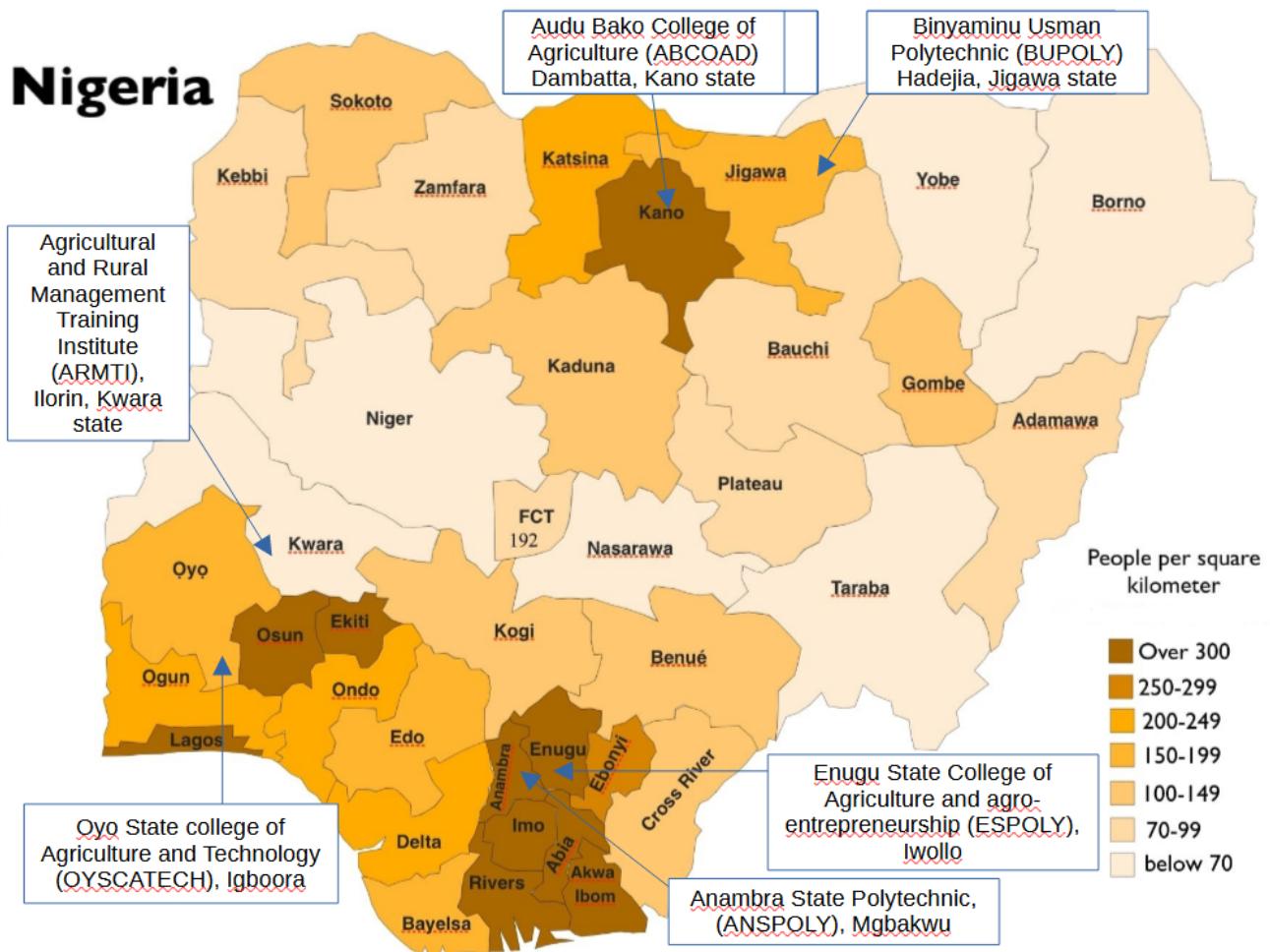
e
s e
m i
-
p u
b l
i c
s o
u s
l '
é g
i d
e
d u
m i
n i
s t
è r
e
f é
d é
r a
l
d e
l '
A g
r i
c u
l t
u r
e
e t
d e
l a
S é
c u
r i

té
al
im
en
ta
ir
e,
es
t
un
e
ex
ce
pt
io
n.

Ces six institutions partenaires, bien qu'elles diffèrent en termes de gestion, de gouvernance et de relations, montrent cependant toutes un grand potentiel pour évoluer vers un enseignement technique plus attrayant et davantage orienté vers l'agro-entreprenariat.

Les équipes de direction et pédagogiques sont très impliquées, imaginatives et proactives dans le développement de partenariats public-privé ce qui leur permet dans certains cas de disposer d'infrastructures et de matériels agricole performants.

Nigeria



tés.

L'équipe a été chaleureusement accueillie par l'équipe enseignante et les étudiant·es des 6 structures de formation :



Audu Bako College of Agriculture (ABCOAD) Dambatta, État de Kano



École polytechnique Binyaminu Usman (BUPOLY) Hadejia, État de Jigawa



Enugu State College of Agriculture and agro-entrepreneurship (ESPOLY), État d'Enugu



École



Collège d'agriculture et de technologie (OYSCATECH), Igboora,

É



Institut de formation à la gestion agricole et rurale (ARMTI), Ilorin, État de Kwara

L'occasion d'expliciter le système d'apprentissage français

Au Nigeria il existe déjà un dispositif d'apprentissage traditionnel connu sous le nom de système d'apprentissage professionnel Igbo (**Igbo trade apprentice system**) pratiqué par les Igbos et originaire du sud-est du Nigeria qui met en place le plus souvent un cadre d'accord informel entre l'apprenti et l'entreprise. L'objectif de ce système est de stimuler la croissance et la stabilité économiques ainsi que des moyens de subsistance durables en finançant et en investissant dans les ressources humaines par le biais de la formation professionnelle. Il présente néanmoins l'inconvénient de ne pas faire suffisamment le lien avec les centres de formation professionnelle et de donner peu de sécurisation à l'apprenti·e en terme d'embauche.

La mission a donc été l'occasion de présenter les principes du système d'apprentissage français en insistant sur le contrat tripartite entre l'entreprise, le centre de formation et l'apprenti, avec un encadrement réglementé et un soutien étatique fort garantissant le statut des apprentis et le développement des programmes en contact étroit avec le monde professionnel.

Les institutions ont reconnu la nécessité de moderniser le système nigérian actuel, en adaptant localement des solutions testées en fonction de la disponibilité et de la volonté des entreprises, du soutien politique, de la solidité des centres

de formation et des opportunités de développement agricole et industriel dans leurs territoires.

Un soutien officiel accordé par les États partenaires



La
mi
ss
io
n
a
pe
rm
is
,av
ec
le
s
re
sp
on
sa
bl
es
de
s
Ét
at
s
pa
rt
en
ai
re
s,
de

po
in
te
r
le
s
pr
og
rè
s
de
WA
TE
A
et
de
pr
és
en
te
r
le
s
pe
rs
pe
ct
iv
es
à
lo
ng
te
rm
e.
Le
s

au
to
ri
té
s
lo
ca
le
s
on
t
re
co
nn
u
l'
im
po
rt
an
ce
du
pr
oj
et
po
ur
le
dé
ve
lo
pp
em
en
t
du
ra

bl
e
de
l'
ag
ro
-
in
du
st
ri
e
et
se
so
nt
ég
al
em
en
t
en
ga
gé
es
à
po
ur
su
iv
re
et
à
pé
re
nn
is

er
le
s
ré
al
is
at
io
ns
de
WA
TE
A
ap
rè
s
le
fi
na
nc
em
en
t
fr
an
çais
. Elle s'contribue sur une

t
ai
ns
i
au
dé
ve
lo
pp
em
en
t
de
l'
ap
pr
en
ti
ss
ag
e
mo
de
rn
e
da
ns
le
ur
s
Ét
at
s
re
sp
ec
ti

fs
,
en
pa
rt
en
ar
ia
t
av
ec
l'
en
se
ig
ne
nt
ag
ri
co
le
fr
an
ça
is

.



L'équipe de WATEA aux côtés

du Gouverneur de l'État
d'Oyo, Seyi Makinde

Retour sur les moments phares de la mission, où l'on peut voir



l'équipe de WATEA.

En présence du Gouverneur adjoint de l'État d'Enugu, Ifeanyi E

0



Avec l'assistant spécial du
gouverneur pour
l'agriculture de l'État de
Jigawa, Adamu Sardauna

n
ré
un
io
n
av
ec
le
Co
mm
is
sa
ir
e
po
ur
le
s
go
uv
er
ne

ment
s
lo
ca
ux
,

la
ch
ef
fe
ri
e
et
le
s

af
fa
ir
es

co
mm
un
au

ta
ir
es

,

To

ny

Co

ll

in

s

Nw

ab

un

wa
nn
e
de
l'
Et
at
d'
An
am
br
a



aux côtés des Commissaires à l'agriculture, Mme Oloruntoyosi Thomas et à l'éducation tertiaire, Mme Mary Ronke Arinde de l'État de Kwara.

Partenariats avec le secteur privé

La mission a catalysé des relations avec des entreprises agroalimentaires privées (Danone/FanMilk, Nutriset/NutriK, Psaltry International Company Ltd, Soilless Farm Lab) pour de la formation et de l'expertise technique, développer un modèle d'apprentissage mais aussi promouvoir la formation des femmes afin de leur offrir des carrières dans l'agro-industrie et enfin faciliter la mobilité des enseignant·es et des étudiant·es.

Contribuer dès 2025 à l'organisation d'un atelier multi-acteurs de WATEA

Un atelier multi-acteurs sera conduit en janvier 2025 au

Nigeria dans l'État d'Oyo afin de favoriser l'élaboration et la mise en œuvre d'un système d'apprentissage plus performant et plus sécurisant. Cet atelier fera l'objet de la mobilisation de l'expertise de l'enseignement agricole français via le réseau CEFAGRI de la DGER. Seront réunis pendant une semaine, les six établissements bénéficiaires du programme WATEA, ainsi que de représentant·es des États partenaires, d'institutions de microfinance fédérales, d'organismes professionnels comme le National Education Fund System (NEFS), le SON (Standard Organization of Nigeria), la NAFDAC (National Agency for Food and Drug Administration and Control), le National Board for Technical Education (NBB), le National Board for Technical Education (NBTE), et l'Industrial Technical Fund (ITF).

Et demain...

L'implication de la DGER via ses réseaux permettra de développer durablement l'enseignement technique agricole nigérian. Il s'agira de faciliter les partenariats de pair à pair entre les centres de formation agricole français et nigérians. Il s'agira en particulier d'organiser des webinaires d'échanges d'expériences et d'expertises sur plan technique mais également pédagogique et également d'initier un programme pilote de mobilités entrantes via l'instrument du service civique en réciprocité avec l'Etat d'Oyo en lien avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et son opérateur France Volontaires.



Les établissements curieux et intéressés pour initier un partenariat avec l'enseignement agricole nigérian sont invités à se rapprocher de Vanessa Forsans et William Gex, les animateurs du réseau AOAC (Afrique de l'Ouest Afrique

Centrale) de la DGER !



A travers ces multiples pistes, l'avenir agricole du pays est davantage confié aux mains des femmes nigérianes.

A lire également [WATEA-Nigeria en Saintonge](#)

En savoir plus sur les organismes :[Institut International d'Agriculture Tropicale](#), [Audu Bako College of Agriculture \(ABCOAD\)](#), [École polytechnique Binyaminu Usman \(BUPOLY\)](#), [Enugu State College of Agriculture and agro-entrepreneurship \(ESPOLY\)](#), [École polytechnique \(ANSPOLY\)](#), [Collège d'agriculture et de technologie \(OYSCATECH\)](#), [Institut de formation à la gestion agricole et rurale \(ARMTI\)](#)

Contacts : William Gex, animateur et Vanessa Forsans, animatrice du réseau Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale (AOAC) de l'enseignement agricole, wiliam.gex@educagri.fr , vanessa.forsans@educagri.fr

Rachid Benlafquih, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ECSI/expertise internationale au BRECI, rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr

Innovation ne rime pas [toujours] avec digitalisation

Le *French South African Agricultural Institute – F'SAGRI* a bénéficié de l'expertise d'Eric DEBOEUF, directeur d'exploitation de la ferme de Borde Basse de l'EPLEFPA de Saint-Gaudens, en novembre 2023 et ce pendant 10 jours, pour présenter la vision française de l'innovation en agriculture au Botswana.

L'intervention de l'expert Eric DEBOEUF, mobilisé par le réseau CEFAGRI de la DGER via le BRECI, a préfiguré ce que pourrait être l'appui des directeurs d'exploitations agricoles dans le dispositif F'SAGRINNOV, structure bilatérale, qui est en devenir et qui sera dédiée à l'innovation.

Cette mission d'expertise s'est déroulée en deux temps, le premier par un déplacement au Botswana à l'occasion de la *Global Entrepreneurship Week*, puis par des visites de structures partenaires et de fermes dans deux provinces d'Afrique du Sud.

Au Botswana : parler d'innovation frugale devant un public acquis à l'innovation technologique

Lors de leur déplacement au Botswana, Eric DEBOEUF et Séverine JALOUSTRE, Directrice adjointe du F'SAGRI, ont tout d'abord participé à une réunion au Ministère de l'Agriculture avec le Ministre, l'ensemble de ses conseillers agricoles, l'Ambassadeur Olivier BROCHENIN et l'équipe française,

constituée de représentants du Service Economique Régional, de Business France et de Hervé Lejeune, membre du Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (CGAAER) venu faire une mission d'identification de pistes de collaboration entre le Botswana et la France. Cette réunion a été l'occasion d'évoquer ces pistes avec les partenaires botswanais.

Ensuite, ils ont pu rencontrer les représentants de BUAN, *the Botswana University of Agriculture & Natural Ressources*. Cette rencontre a permis de promouvoir le F'SAGRI et ses activités, la richesse du réseau d'expertise française et de prendre des contacts pour de futurs projets.

Le point d'orgue de ce déplacement a été le séminaire dédié à l'innovation organisé par Mooketsi Tekere, jeune entrepreneur botswanais qui a créé un « innovation hub ». Durant ce séminaire, Eric a pu présenter le continuum recherche-innovation-enseignement agricole porté par la Direction Générale de l'Enseignement agricole et de la Recherche et le rôle que peut jouer une exploitation agricole au sein d'un Établissement d'enseignement agricole dans ce continuum. Sa présentation, fort appréciée, a mis l'accent sur la nécessité de bien réfléchir aux innovations que l'on souhaite mettre en place et sur l'intérêt des innovations « non technologiques », allant à l'encontre de l'idée reçue partagée par une grande partie de l'audience botswanaise, selon laquelle toute innovation passe par le développement d'une application sur smartphone. Concernant les innovations « non technologiques », Eric a insisté dans sa présentation sur toutes les pratiques agronomiques, zootechniques, les méthodes et les techniques innovantes mises en place sur la ferme de Borde Basse.

En Afrique du Sud : visite de partenaires et de jeunes fermiers afin de préciser ce que pourrait être l'action du F'SAGRI



Dans le Gauteng, une première journée a été consacrée à la visite de deux fermiers, membre de l'*African Farmers' Association of South Africa* – AFASA, qui regroupe de jeunes agriculteurs.

Le matin, Kea, jeune agricultrice de 26 ans installée avec ses parents faisait visiter sa ferme de 310 hectares produisant de la viande bovine, complétée par des activités de diversifications autour du maraîchage notamment.

L'après-midi, c'était au tour de Katlego, 37 ans, de présenter sa « micro ferme » de production de cannabis et ses dérivés (pour la recherche, l'expérimentation, la transformation en divers produits : huiles, crèmes, etc.).



Ces deux visites ont permis d'échanger sur les difficultés de ces jeunes agriculteurs, dont l'activité peine à se développer par manque de moyens et d'appui.



La deuxième journée fut consacrée à la visite de l'ARC (équivalent de l'Inrae) pôle production animale, à Pretoria. Ce site comporte, entre autres, un centre de recherche sur la viande qui intègre un abattoir avec un laboratoire de recherche, un centre de recherche en industries laitières et un pôle vaches laitières.

Cette visite a aussi été l'occasion de rencontrer le Professeur Norman Maiwashe, responsable de ce site mais aussi

directeur du F'SAGRI... un temps mis à profit pour discuter des premières conclusions de cette mission et des leçons à en tirer pour définir les prochaines actions du F'SAGRI.

La fin de la mission d'Eric s'est déroulé dans le Limpopo, avec une première journée de visite de l'Université de Venda et de sa ferme expérimentale et pédagogique. L'Université de Venda envisage de créer un centre d'excellence pour appuyer le développement économique des communautés locales et a pu, à ce titre, bénéficier de l'expérience d'Éric dans l'organisation d'ateliers de vulgarisation destinés aux agriculteurs.



Lors de la deuxième journée, Judith, une agricultrice expérimentée et diplômée en agriculture, faisait visiter sa ferme. C'est une ferme de 40 ha, orientée vers la production de volailles de chair, la culture

maraîchère de plein champ et sous serre ainsi que quelques arbres fruitiers. Judith n'est pas inconnue du F'SAGRI puisqu'en 2020, elle remportait un appel à petits projets du FSAGRI qui a permis de financer une petite pépinière pour les semis. Depuis, la ferme, alors florissante, a connu des difficultés dont Judith peine à se tirer.

Un rapport de mission a été réalisé par Eric et Séverine et rendu à la DGER avec un certain nombres d'axes et de propositions de travail. Déclinés étapes par étapes, ils permettent de proposer une feuille de route dans le prolongement de cette mission.

Avis d'expert



Bonjour. Je suis directeur d'exploitation agricole depuis 14 ans après un cursus dans l'enseignement agricole en Auvergne à Lempdes (63) et un diplôme d'ingénieur de l'ENITA de Clermont-Ferrand (63). Un passage dans le Jura (EPLEFPA de Montmorot) puis en Haute-Loire (EPLEFPA du Velay), je suis actuellement directeur de la Ferme de Borde Basse de l'EPLEFPA de Saint-Gaudens en Haute-Garonne.

C'est une ferme de 175 ha avec 5 salariés pour 4,25 ETP et 3 ateliers de production. Un atelier de 80 vaches laitières en agriculture biologique, un atelier de transformation de produits laitiers (yaourts, crèmes desserts, fromage blanc et faisselle et fromage lactique) et pour finir un atelier ovin viande en label Rouge et IGP agneaux des Pyrénées. Les 175 ha de SAU sont destinés à l'alimentation des troupeaux ainsi qu'à l'accueil des 300 bœufs de la station d'évaluation et de vente de reproducteurs de l'UPRA Ovine des Pyrénées Centrales. La ferme est résolument tournée sur ses 5 missions avec de nombreux projets autour de l'agroécologie en lien de plus en plus étroit avec le changement climatique, par nécessité. De nombreux partenariats et projets d'expérimentations sont menés dans ce sens avec le Chambre d'Agriculture (31), l'INRAE de Toulouse et le GIP Transition de Toulouse, etc.





Malgré la distance de la ferme (11km) de l'établissement, nous accueillons chaque semaine les élèves et apprentis en mini-stages et en travaux pratiques sur l'ensemble des ateliers.

Comment as-tu été associé à cette mission du F'SAGRI ?

J'ai été contacté par l'animatrice du réseau CEFAGRI, sur recommandation de mon directeur Vincent LABART qui m'a d'abord parlé très succinctement de la mission en Afrique du Sud et au Botswana pour un départ dans les 10 jours, conditionné par un besoin de réponse rapide !

J'ai donné une réponse positive de principe et les choses se sont enchaînées rapidement avec quelques visio-conférences avec le réseau CEFAGRI, le BRECI, et Séverine Jaloustre, pour présenter, organiser et préparer la mission.

Quelles conclusions en tires-tu en termes de projets pour le F'SAGRI ?

Potentiellement, le champ des possibles est immense (à mettre au regard de la taille du pays aussi) et les besoins réels ! Le F'SAGRI peut jouer un rôle intéressant et complémentaire sur place aux côtés des agriculteurs de ses zones de collaborations. Il y a des besoins en formations techniques mais aussi managériales et commerciales. A chaque visite que l'on a pu faire, les échanges ont été riches et surtout très vite orientés sur de la technique, des « trucs et astuces », des approfondissements sur les business plans, etc. Cette vision est bien sûr à étoffer et à compléter lors d'éventuelles nouvelles missions.

Comment peut-on y associer les DEA ?

Les Directeurs d'exploitation agricoles et des Directeurs d'ateliers technologiques (DEA/DAT) pourraient être associés

de diverses manières aux projets menés par F'SAGRI en participant et en animant des webinaires pour des échanges d'expériences et de méthodologies de réflexion et de gestion des exploitations.

Ils peuvent mettre en place un système de mentorat entre des candidats ayant des projets présentant un certain degré d'innovation et des DEA/DAT avec des typologies de production assez similaires et un niveau d'anglais satisfaisant.

Les DEA sont les référents pour la mise en place de programme de mobilité en France, pour faire venir des candidats sélectionnés en amont par le F'AGRI sur des EPLEFPA pour des visites d'exploitations, des échanges avec les étudiants, etc. Les candidats pourraient éventuellement participer à des formations ciblées lors de cette mobilité courte. L'objectif à terme serait que ces candidats deviennent de futurs « formateurs internes » pour le F'SAGRI en Afrique du Sud.

De manière plus personnelle, qu'as-tu retiré de cette expérience ?

Je suis reconnaissant d'avoir pu participer à une telle mission et que le réseau CEFAGRI ait fait appel à moi. C'est enrichissant sur le plan professionnel mais aussi personnel de découvrir un autre pays et une partie de son agriculture et de sa population. Au début de la mission, il a fallu « dépoussiérer » mon anglais pour être de plus en plus à l'aise dans les échanges que j'ai pu avoir.

Je remercie une nouvelle fois Séverine JALOUSTRE pour son accueil sur place, sa bienveillance et la conduite de cette mission ainsi que toute mon équipe de salariés de la ferme qui a, en mon absence non anticipée, assuré une bonne continuité de fonctionnement.

Photo de tête d'article, crédit photographique Tshekiso Tebalo/Xinhua – Tomates sous des panneaux solaires à l'Université d'agriculture et de ressources naturelles du

Botswana à Gaborone, au Botswana

Contacts : Séverine JALOUSTRE, responsable du programme F'SAGRI, severine.jaloustre@ul.ac.za

*Vanessa FORSANS, animatrice du réseau CEFAGRI de la DGER,
vanessa.forsans@educagri.fr*

*Rachid BENLAFQUIH, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ECSI/expertise à l'international au BRECI/DGER,
rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr*